

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

A Orléans, le 11 septembre 2017

Unité départementale du Loiret

Installations classées

Société AMAZON LOGISTIQUE FRANCE

Commune SARAN

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
relatif à l'implantation de mezzanines**

Rapport de l'inspection des installations classées

I – Objet de la demande

Par courrier, en date du 21 juillet 2017, la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE a déposé une demande de modification, conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement.

Ces modifications portent sur le réaménagement des cellules existantes en y étendant la surface des mezzanines existantes des cellules 4 et 9. Par ailleurs, l'exploitant renonce à étendre à l'ensemble de la cellule, la mezzanine aménagée dans la cellule 1.

Ces modifications permettraient d'assurer une meilleure gestion du volume de l'entrepôt.

Le présent rapport a pour objet de présenter à Monsieur le préfet le dossier modificatif des installations exploitées, visant à porter la surface des mezzanines à 100 % de la surface projetée au sol des cellules concernées.

II – Présentation de l'établissement

L'entrepôt, objet du présent rapport, est situé dans la ZAC du Champ Rouge à SARAN et est actuellement exploité par la société AMAZON, société spécialisée dans la vente par Internet. L'effectif y est d'environ 1 600 personnes, hors période de forte activité.



Entrepôt DERET

L'activité exercée est une activité de logistique et activités diverses qui y sont liées (préparation de commandes, packaging, manutention, etc.).

Le bâtiment est composé :

- de 13 cellules de stockage, séparées par des murs coupe-feu de degré 2 heures, dont les surfaces varient de 2 275 m² à 5 736 m² pour les plus grandes cellules,
- de bureaux, de locaux sociaux (dans le prolongement de la cellule 9) et de locaux techniques.



Configuration des Pick towers actuellement autorisé

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 13 juillet 2007.

Par courrier du 6 mai 2013, la société SARAN LOGISTIQUE a adressé une demande de modification de ses installations concernant l'implantation de mezzanines dans les cellules 9 à 12 de l'entrepôt qu'elle exploite sur la commune de SARAN. La demande de modification des installations, bien que notable, n'étant toutefois pas considérée comme substantielle au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, a donc été autorisée par arrêté préfectoral en date du 25 octobre 2013.

Par courrier en date du 1^{er} juin 2016, la société AMAZON a déclaré à Monsieur le préfet du Loiret, avoir repris, à compter du 1^{er} juin 2016, l'exploitation de l'entrepôt précité dont elle est désormais la nouvelle exploitante.

Enfin, par courrier du 1^{er} juin 2016, la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE a adressé une demande de modification de ses installations concernant l'implantation de mezzanines dans les cellules 1 à 4 de l'entrepôt qu'elle exploite sur la commune de SARAN (mezzanine représentant 89,5 % de la surface projetée au sol des cellules C1 et C3 et 50 % de la surface projetée au sol des

cellules C3 et C4). La demande de modification des installations, bien que notable, n'étant toutefois pas considérée comme substantielle au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, a donc été autorisée par arrêté préfectoral en date du 8 mars 2017.

III – Situation administrative de l'établissement

Le site a été autorisé en 2007 et est actuellement réglementé par un arrêté préfectoral du 8 mars 2017.

À noter que le classement des installations n'est pas révisé par la modification demandée.

L'établissement n'est pas soumis aux dispositions de la directive dite « Seveso 3 » :

- ni par la règle de dépassement direct (seuil haut ou bas) ;
- ni par la règle du cumul (seuil haut ou bas) définie à l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

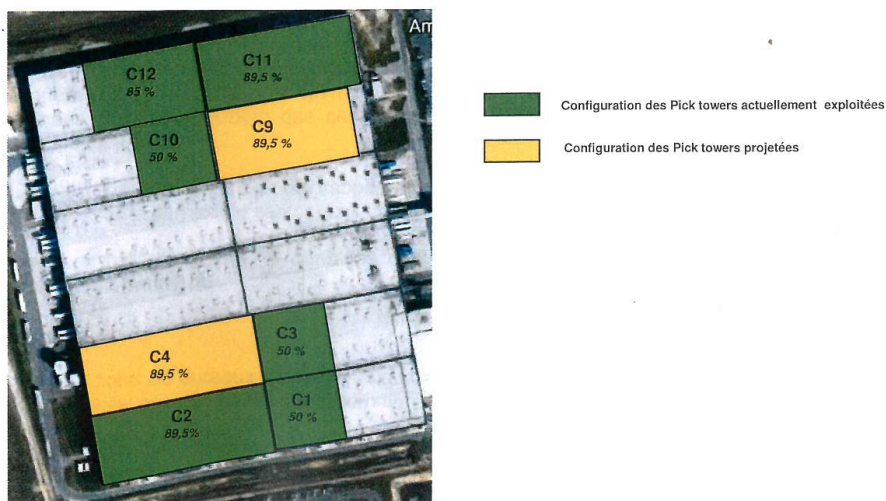
IV – Modifications apportées aux installations – implantation de mezzanines

Afin d'optimiser l'utilisation du volume disponible dans son entrepôt, la société AMAZON souhaite étendre les mezzanines implantées dans 2 cellules du bâtiment, qui se développeront sur 4 niveaux (sol + 3).

Les cellules concernées sont les cellules 4 et 9.

La cellule C1 avait été autorisée dans l'arrêté préfectoral du 8 mars 2017, à être exploitée à 89,5 % de sa surface. Or, AMAZON ne souhaite plus exploiter cette cellule à 89,5 % de pick-towers et souhaite rester à 50 % d'exploitation en pick-towers.

La cellule C4 disposant des mêmes dispositions constructives que la cellule C1 et étant d'un point de vue exploitation mieux située sera alors exploitée à 89,5 % en pick-towers.



La surface au sol projetée des mezzanines correspondra à 100% de la surface des cellules.

Pour mémoire, la surface au sol projetée des mezzanines des cellules 2 et 11 correspond à 100 % de la surface des cellules. La surface au sol projetée des mezzanines des cellules 1, 3 et 10 correspond à 50% de la surface des cellules. La surface au sol projetée de la mezzanine de la cellule 12 correspond à 85% de la surface de la cellule.

Enfin, l'exploitant renonce au bénéfice de l'autorisation d'étendre la mezzanine implantée dans la cellule 1.

4.1. Description des mezzanines

Les mezzanines seront constituées de planchers pleins en bois, à l'exception d'une zone en caillebotis d'une surface projetée au sol de 10,5 % minimum de la surface de la cellule.

A chaque niveau, des étagères (composées de tôles d'acier) seront dressées afin de permettre le stockage des différents produits, assurant également la structure des mezzanines (se référer aux exemples joints en annexe 2 du présent rapport).

Les produits qui y seront stockés seront exclusivement non dangereux.

Les produits seront ensuite enlevés par un système de convoyeurs automatisés.

L'accès aux mezzanines s'effectuera par des cages d'escalier ouvertes pour le personnel et des monte-charges pour les marchandises.

25 personnes par étage pourront être amenées à travailler au niveau des mezzanines, avec des pics d'activités pouvant nécessiter la présence de 100 personnes par étage au maximum.

Situées dans des cellules contiguës, les étages de chaque mezzanine seront en communication au travers des murs coupe-feu séparant les cellules. Les ouvertures seront équipées de portes coupe-feu (EI 120) à fermeture automatique avec détecteurs autonomes (DAD).

L'évacuation sera assurée par au moins 5 issues de secours à chaque étage de mezzanines. Leur nombre et leur répartition permettra de respecter une distance de moins de 50 mètres en tout point des mezzanines, ou 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Un système de détection incendie avec report d'alarme et déclenchement de la sirène d'évacuation sera installé à chaque étage des mezzanines (par le biais de détecteurs de fumées) et le réseau sprinkler sera également étendu à l'ensemble des étages des mezzanines.

4.2. Impact sur le classement du site

Le bâtiment n'est pas modifié, les mêmes catégories de marchandises seront stockées au niveau des mezzanines sans que les quantités autorisées ne soient augmentées.

L'extension des mezzanines dans les cellules 4 et 9 ne modifie donc pas le classement du site en terme de rubriques de la nomenclature ICPE.

4.3. Impact sur les nuisances et dangers

L'extension des mezzanines ne modifie pas de façon significative l'impact de l'établissement sur son environnement par rapport à ce qui avait été évalué dans le dossier de demande d'autorisation initiale.

D'autre part, les modifications sollicitées sont analogues à celles autorisées, par arrêté préfectoral complémentaire du 8 mars 2017, pour les cellules 1, 2 et 11.

Dans le cadre des modifications sollicitées et apportées aux cellules 4 et 9, l'exploitant s'engage à mettre en place les mêmes dispositifs de sécurité que ceux présents dans les aménagements autorisés et validés par une tierce-expertise réalisée par l'INERIS, en date du 2 juin 2016.

V - Propositions et conclusion de l'inspection des installations classées

Au regard des éléments développés ci-dessus, la demande de modification des installations exploitées par la société AMAZON, bien que notable, n'est toutefois pas considérée comme substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

En effet, cette modification, consistant en l'extension de mezzanines au sein de 2 cellules de stockage, n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Des prescriptions complémentaires sont toutefois fixées dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe de ce présent rapport, et reprennent, pour une meilleure lisibilité des prescriptions, l'ensemble des dispositions applicables à l'établissement.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Loiret :

- d'autoriser la société AMAZON à poursuivre et étendre l'exploitation des mezzanines qu'elle exploite dans les cellules 4 et 9, sous réserve du respect du projet de prescriptions joint en annexe du présent rapport, en application de l'article L. 181-14 du code de l'environnement ;
- de solliciter au préalable l'avis du CODERST, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Copie à : DREAL / SEIR

L'inspecteur de l'environnement

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret

Pour le directeur,

Signé